



Arrêté préfectoral portant renouvellement de la commission de suivi de site GACHES Chimie, sise à Escalquens, en Haute-Garonne

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2, L. 125-2-1, R. 125-7-1 à R. 125-8-5 et D. 125-29 à D. 125-34 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2018 portant renouvellement de la commission de suivi de site (CSS) Escalquens ;

Vu les consultations effectuées le 28 mai 2024 en vue du renouvellement de la CSS ;

Considérant que l'établissement, exploité par la société GACHES CHIMIE, comporte plusieurs installations mentionnées à l'article L. 515-36 du code de l'environnement, d'une part, et que le périmètre d'exposition au risque, visé à l'article L. 515-15 du code de l'environnement relatif aux installations précitées, inclut au moins un local d'habitation ou un lieu de travail permanent à l'extérieur de l'établissement, d'autre part ;

Considérant que le mandat des membres de la CSS Escalquens est arrivé à échéance le 3 juillet 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Article 1 – Renouvellement et périmètre

La CSS autour de l'installation de la société GACHES CHIMIE, sise sur la commune d'Escalquens, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes d'utilité publique et relevant du statut SEVESO Seuil Haut, est renouvelée.

Article 2 – Composition

I. La commission est composée des membres suivants, répartis en cinq collèges :

Collège "administration" :

- le préfet de la Haute-Garonne ou son représentant ;
- le chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ou son représentant ;
- le chef du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspection des installations classées, ou son représentant ;

- le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- le chef de l'unité départementale de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, ou son représentant.

Collège "collectivités territoriales" :

- le maire d'Escalquens, titulaire, ou son représentant ;
- le maire de Pompertuzat, titulaire, ou son représentant ;
- le maire de Belberaud, titulaire, ou son représentant ;
- le président du SICOVAL, titulaire, ou son représentant ;
- le président du Conseil départemental, titulaire, ou son représentant.

Collège "riverains" :

- M. Christophe MARRE, titulaire, ou son représentant, représentant SNCF Mobilités ;
- M. Alain BRU, titulaire, et M. Sylvain FAVENNEC, suppléant, représentants SNCF Réseau ;
- M. Jean-Marc HALLOUARD, titulaire, président de la copropriété de la Grave ;
- M. Alain RIVIERE, titulaire, représentant France nature environnement Midi-Pyrénées ;
- M. Jacques FRANCOIS, titulaire, représentant l'association « Le Vallon d'Escalquens ».

Collège " exploitants " :

- le chef d'établissement GACHES CHIMIE, titulaire, et ses représentants.

Collège " salariés " :

- le représentant des salariés de la société GACHES CHIMIE ou ses suppléants.

II. Le préfet, ou son représentant, est nommé président de la commission.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans. Chaque membre peut mandater un des membres de la commission pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions de la commission. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Pour les votes précédant la prise de décision, chacun des cinq collèges définis ci-dessus bénéficie du même poids (40 voix), suivant la répartition ci-dessous :

- collège « administration » : 5 voix par membre ;
- collège « collectivités territoriales » : 6 voix par membre ;
- collège « riverains » : 6 voix par membre ;
- collège « exploitant » : 15 voix par membre ;
- collège « salariés » : 15 voix par membre.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 3 – Domaine de compétence

I- La commission a pour mission de :

1° créer entre les différents représentants des collèges mentionnés au I de l'article R. 125-8-2 du code de l'environnement un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° promouvoir, pour ces installations, l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

II- Elle est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

1° des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions

législatives du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

2° des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations et, notamment, de ceux mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;

III- Elle est informée en outre :

1° par l'exploitant, des éléments compris dans le bilan prévu à l'article 6 ci-après ;

2° des modifications, mentionnées à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, que l'exploitant envisage d'apporter à cette installation, ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;

3° du plan particulier d'intervention (PPI), établi en application de l'article L. 741-6 du code de la sécurité intérieure et du plan d'opération interne (POI), établi en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement et des exercices relatifs à ces plans ;

4° du rapport environnemental de la société GACHES CHIMIE.

IV- Elle est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article L. 181-13 du code de l'environnement et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Elle peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

V- La société GACHES CHIMIE peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

VI- En application de l'article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, sont exclus des éléments à porter à la connaissance de la commission, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

Article 4 – Expertise

La CSS peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article L. 181-13 du code de l'environnement et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Article 5 – Fonctionnement

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège. Ce représentant est désigné par les membres de chacun des collèges au cours de la première réunion de la commission suivant la signature du présent arrêté.

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour est fixé par le bureau.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

La commission met régulièrement à disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau. Le secrétariat est assuré par la DREAL Occitanie.

Article 6 – Bilans

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 125-29 du code de l'environnement adresse au moins une fois par an, à la commission, un bilan qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R. 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet depuis son autorisation, en application des dispositions du code de l'environnement.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, l'informent des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour des dites installations.

Article 7 – Publicité

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne.

Article 8 – Abrogation

L'arrêté préfectoral du 3 juillet 2018 modifié, portant renouvellement de la commission de suivi de site Escalquens, est abrogé.

Article 9 – Recours

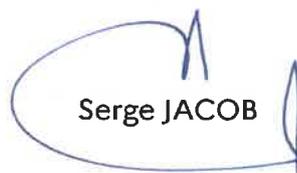
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne.

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Toulouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 2 JUIN 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,


Serge JACOB